

# « C'est lamentable, on a des fachos des deux côtés ! »

- ▶ Il y a d'un côté les indépendantistes purs et durs.
- ▶ De l'autre, un gouvernement espagnol campé sur son intransigeance.
- ▶ Et, au milieu, des modérés qui peinent à faire entendre leur voix et qui se sentent coincés entre deux feux.

## REPORTAGE

### BARCELONE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

**S**oit on est pour l'indépendance, soit on se tait. » Les mots sont d'une journaliste catalane. Elle résume bien le sentiment général des Barcelonais. « Mais c'est en train de changer parce que nous sommes nombreux à ne pas nous reconnaître dans ce mouvement d'irréductibles indépendantistes, ni dans ces décisions de Mariano Rajoy et de son gouvernement. Le problème, c'est que nous ne sommes pas organisés et qu'on ne nous voit pas à la télé. C'est comme si nous n'existions pas », ajoute-t-elle en tenant à rester anonyme.

Si les indépendantistes ont la majorité au Parlement catalan, ils ne sont pas tous d'accord entre eux sur la façon d'aborder le « processus ». Il y a ceux de gauche, ceux de droite et quelques-uns au centre. Comme souvent, ce sont les purs et durs qui donnent le ton. « Les vrais indépendantistes sont environ 20 % seulement. La branche dure est représentée par la CUP (Candidature d'unité populaire, NDLR), le petit parti de gauche radicale indispensable à la coalition de Puigdemont qui, lui aussi, est un séparatiste pur et dur. C'est bien ça le problème, le fait qu'on ait des durs des deux côtés. Parce que Rajoy, ce n'est pas mieux. Et au milieu, il y a nous. Nous sommes pris au piège », poursuit la

journaliste, qui ne se retrouve pas non plus dans ces deux extrêmes qui refusent de dialoguer.

Elle insiste d'ailleurs beaucoup sur le fait que la parole n'est pas vraiment libre pour l'instant... « Ça non plus on ne le dit pas assez dans les médias. Regardez ce qu'ils ont fait avec des écrivains et des cinéastes qui ont publiquement dit qu'ils n'étaient pas pour un référendum déclaré illégal : ils les ont harcelés, humiliés.

Certains ont vu leurs livres badigeonnés dans les bibliothèques, d'autres leurs films boycottés. Et du côté du gouvernement espagnol, on a envoyé la Guardia Civil matraquer des gens pour empêcher la tenue d'un référendum. C'est lamentable, on a des fachos des deux côtés. »

Dans la rue, ce sentiment de tiraillement et d'impuissance face à la machine indépendantiste est partagé par de nombreux Catalans que nous avons rencontrés. « La société catalane est très divisée, explique Jaume, le gérant d'un restaurant. Il y a ceux qui sont pour l'indépendance à n'importe quel prix, ceux qui sont contre, ceux qui n'étaient pas pour mais le sont depuis les violences de dimanche dernier, il y a aussi ceux qui sont pour l'indépendance mais pas dans les conditions actuelles, il y a ceux qui s'en fichent et puis il y a ceux qui refusent de prendre parti. »

Les seuls qui se mobilisent contre l'indépendance sont les groupuscules d'extrême droite auxquels très peu de Catalans s'identifient.

## Prendre parti

Prendre parti, le mot est lâché. Pour être un « bon Catalan », il faudrait donc choisir son camp... « Prendre parti », c'est justement le titre d'une carte blanche publiée jeudi dans *La Vanguardia*, le deuxième plus grand journal d'Espagne derrière *El País*. Sa particularité ? Il est diffusé en deux éditions, une en catalan et une en espagnol. « Pourquoi devrait-on prendre parti comme le veut la CUP ? Ce référendum a été déclaré illégal, il est donc illégal. La loi doit être respectée, un Etat a besoin d'un cadre législatif sûr. Moi, je ne prends pas parti », écrit Llatzer Moix, un journaliste culturel et écrivain respecté qui a travaillé pour plusieurs journaux et écrit plusieurs livres. Encore une preuve que le « processus » d'indépendance dans lequel sont entraînés les Catalans est loin de faire l'unanimité.

Dans les rues de Barcelone, rien de tout ça n'est vraiment visible. Mis à part quelques petits autocollants affirmant qu'il y a « pas d'indépendance sans désobéissance » (en référence au fait que le référendum a été déclaré illégal par la Cour Constitutionnelle) et quelques drapeaux catalans sur les balcons, pas une seule personne affichant « Vivement l'indépendance de la Catalogne ! » ou « Vive la Catalogne libre ! ».

En dehors des grands rassemblements de foule, les séparatistes se font plutôt discrets.

## « Un illustre inconnu... »

« Le problème, c'est que la coalition de Puigdemont n'a pas vraiment gagné les dernières élections. Ils représentent moins de la moitié des Catalans, commente un professeur d'université qui souhaite – lui aussi – rester anonyme. Puigdemont est un illustre inconnu qui vient de Gérone. Ce n'est pas lui qui aurait dû se retrouver à ce poste, mais Arturo Mas. Mais la CUP n'en a pas voulu et a obtenu gain de cause. C'est ça qui est dingue. Dès qu'il y a une décision de justice contre ce qu'ils veulent faire, ils n'en tiennent pas compte. Et personne n'ose vraiment se froter à eux, alors ils font ce qu'ils veulent. La Cour constitutionnelle a dit que le référendum était illégal, cela ne les pas empêchés de l'organiser malgré tout. »

« Ce qui me frappe, c'est la difficulté avec laquelle on conçoit le rôle de la Constitution ici », entame Bruno Coppieters, un professeur de la VUB venu parler résolution de conflits sécessionnistes à l'invitation du Cidob, un groupe de réflexion catalan. C'est une chose de dire qu'une déclaration d'indépendance unilatérale est illégale et anticonstitutionnelle, c'en est une autre d'utiliser la loi pour bloquer tout compromis. C'est pour ça que tout est bloqué, parce qu'il faut un cadre où les différentes parties peuvent se retrouver. Et, à très long terme, réaliser leurs objectifs. Cet usage de la loi est assez dangereux. »

Coincés entre deux feux, beaucoup de Catalans se demandent qui pourrait jouer les médiateurs... Ils s'attendaient à ce que le Roi le fasse mais ils ont été très, très déçus, c'est le moins que l'on puisse dire. « Il est mal entouré, son père n'aurait jamais fait ça, estime une dame qui attend le bus. Si lui ne l'a pas fait, beaucoup estiment aujourd'hui que sa femme pourrait le faire. C'est une ancienne journaliste, elle connaît beaucoup de monde. »

Une médiation de la société civile ? Une commission indépendante regroupant notamment des avocats a justement été mise en place mercredi. « Ils vont essayer de jouer les bons offices, encore faudrait-il qu'ils soient entendus par les deux parties », précise un marchand de journaux.

« Nous sommes orphelins d'une auto-

rité morale qui serait au-dessus de la mêlée. conclut, dépitée et attristée, la journaliste rencontrée au début de ce reportage. *Personne ne peut prévoir les conséquences exactes de ce qui va se passer. C'est comme avec le Brexit. Et personne ne sait dire aujourd'hui ce qui va se passer demain. Ce n'est pas bon tout ça.* »

## Douche froide

Un élément est toutefois venu tempérer les ardeurs des indépendantistes et apporter un peu de répit : l'économique et l'impact potentiel sur le train de vie des Catalans quand la banque Sabadell a annoncé qu'elle transférerait son siège social de Barcelone à Alicante « suite aux

incertitudes ». Et d'autres pourraient suivre - lire par ailleurs...

« *C'est ça qui est en train de changer la donne, on ne parle plus de déclaration unilatérale avec autant d'enthousiasme comme hier*, commente le philosophe catalan Josep Ramoneda. *La Catalogne est une société très divisée, socialement et politiquement. Elle va de l'extrême gauche à la droite libérale. En quelques jours, on est passé d'une sensation de victoire avec la tenue du référendum à une douche froide avec le discours du Roi. Aujourd'hui, les paramètres économiques nous ramènent à la réalité. Certes, les indépendantistes doivent satisfaire leurs militants purs et durs, mais ils ne peuvent pas se passer d'une base plus large* », résume Josep Ramoneda.

S'il n'est pas contre l'indépendance en tant que telle, le philosophe catalan estime que le référendum de dimanche dernier ne s'est pas déroulé dans des conditions suffisamment bonnes pour être contraignant. « *Avec 2,2 millions de votants, on est loin d'un taux de participation représentatif d'une majorité des 7,5 millions de Catalans. Quelle est la légitimité de ce nouveau référendum ?* », se demande le philosophe catalan qui ne comprend pas l'attitude « inconsciente » du gouvernement de Madrid. Lui aussi attend mardi avec appréhension. « *Si le gouvernement de Rajoy décide de supprimer l'autonomie de la Catalogne, que va-t-il se passer après ?* », conclut Josep Ramoneda. ■

PHILIPPE DE BOECK

### FAITS DU JOUR

#### Des excuses du préfet au nom de la police

Des premiers gestes qui pourraient faciliter un dialogue entre Barcelone et Madrid sont apparus vendredi, à trois jours de la date initialement envisagée par la Catalogne pour une déclaration unilatérale d'indépendance qui fait trembler l'Europe. A la mi-journée, alors que le chef du gouvernement Mariano Rajoy réunissait son conseil des ministres, le président catalan Carles Puigdemont a annoncé qu'il repoussait à mardi son intervention devant le Parlement catalan, initialement prévue pour lundi. Les séparatistes envisageaient une déclaration d'indépendance unilatérale au cours de cette séance.

Cette annonce de M. Puigdemont pourrait être interprétée comme un geste puisqu'il ne cherche pas à tout prix à maintenir la séance de lundi en dépit de son interdiction par la Cour constitutionnelle. Elle pourrait aussi viser à gagner du temps, en raison de divisions dans son camp. **Pas de détention requise.** Alors que Madrid campe toujours son refus de toute médiation, le préfet, principal représentant de l'Etat en Catalogne, a pour la première fois présenté des excuses vendredi au nom des forces de l'ordre. Parallèlement, à Madrid, la justice a entendu le chef de la police catalane, son adjointe et les dirigeants des deux principales associations indépendantistes pour des faits de « sédition » lors de manifestations remontant aux 20 et 21 septembre. Josep-Lluís Trapero, Jordi Sanchez (Assemblée nationale catalane) et Jordi Cuixart (Omnium) sont ressortis libres, le parquet n'ayant pas requis leur placement en détention. (afp)

## économie De bonnes raisons de négocier

J eudi, Banco de Sabadell, la cinquième banque d'Espagne, annonçait le transfert de son siège social à Alicante, dans le sud-est de l'Espagne, à 400 km de la ville catalane de Sabadell, où elle était installée depuis sa fondation en 1881. Et l'agence de notation Fitch indiquait avoir placé sous surveillance le rating de la Catalogne. On pourrait en conclure un peu hâtivement qu'une (éventuelle) indépendance se traduirait nécessairement par une catastrophe économique pour les Catalans. Ce serait négliger les atouts de cette région d'Espagne, la quatrième en termes de PIB par habitant.

« La Catalogne a une spécialisation productive davantage porteuse de croissance potentielle que celle du reste du pays, explique Eric Dor, directeur des Etudes économiques à l'IESEG School of Management (Université de Lille). En particulier, la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée brute totale est nettement plus élevée : 17,4 %, contre seulement 13,2 % pour l'ensemble de l'Espagne. » Si l'agroalimentaire constitue le premier secteur industriel catalan, en termes d'emploi et de chiffre d'affaires, la région concentre la moitié de la production chimique espagnole ; elle se classe deuxième pour la production automobile, derrière la Castille-et-León. La Catalogne est aussi la première destination touristique d'Espagne. Et le taux de chômage, à 13,7 %, est nettement inférieur à la moyenne nationale de 17,2 %.

**L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, serait elle aussi profondément affectée par**

### une sécession de la Catalogne

Mais la médaille de l'indépendance aurait son revers. La Catalogne devrait reprendre une partie de la dette publique espagnole, en proportion de sa part dans la population ou dans le PIB du pays. La Catalogne aurait ainsi à porter une dette publique représentant, selon le critère retenu, 115 % ou 134 % de son PIB. Le fardeau serait très lourd, même si l'indépendance aurait un impact budgétaire positif pour la Catalogne puisque sa contribution aux finances espagnoles est supérieure à ce qu'elle en reçoit, à hauteur de 10 milliards d'euros, selon Madrid, voire de 16 milliards, selon les indépendantistes.

Autre point d'interrogation : son appartenance à l'Union européenne. Indépendante, la Catalogne devrait-elle lancer un processus d'adhésion, long et à l'issue incertaine – puisque l'Espagne pourrait y mettre son veto ? En théorie, oui. Hors de l'Union, même pour une (longue) période transitoire, la Catalogne perdrait alors son accès privilégié au marché unique européen : selon les règles de l'Organisation mondiale du Commerce, ses exportations vers l'Union seraient frappées de droits de douane de 5 % en moyenne – et de 10 % sur les automobiles. L'impact serait négatif pour l'économie catalane et pour sa balance commerciale, aujourd'hui largement excédentaire.

Or, le maintien d'un excédent extérieur serait vital, indique Eric Dor. Son appartenance à la zone euro serait en effet compromise. La Catalogne aurait le choix d'émettre sa propre monnaie

ou de continuer à utiliser l'euro, sans être membre de l'union monétaire. Dans les deux cas, un surplus extérieur serait essentiel pour assurer la confiance dans la nouvelle monnaie ou pour garantir l'entrée régulière d'euros.

L'Espagne elle-même ne sortirait pas indemne d'une sécession catalane. Abrutant 16 % de la population espagnole, la Catalogne contribue en effet à hauteur de 20 % au PIB, la production annuelle de richesses, du pays. Elle assure également le quart des exportations espagnoles. « L'indépendance aurait un impact négatif sur le profil de crédit de l'Espagne, principalement en raison de la taille de la Catalogne. Une sécession affaiblirait la puissance économique espagnole. Elle pourrait se traduire aussi par un renchérissement des coûts de financement (de l'état espagnol) », explique Sarah Carlson, Senior Vice President chez Moody's, l'agence de notation américaine.

« Or l'Espagne est la quatrième économie de la zone euro, rappelle Philippe Ledent, Senior Economist chez ING Belgique. Le choc qu'elle subirait, qu'il s'agisse d'un ralentissement de sa croissance ou de difficultés à se financer sur les marchés, aurait nécessairement un impact sur l'ensemble de la zone. Il est vraisemblable que les écarts de taux d'intérêt avec l'Allemagne, les "spreads", s'élargiraient pour de nombreux pays. La zone euro pourrait ainsi se retrouver à nouveau en mode "crise." Les conséquences négatives de ce scénario extrême, pour la Catalogne, pour l'Espagne et pour la zone euro, sont en réalité de nature à encourager une solution négociée au problème catalan. » ■

DOMINIQUE BERNIS

## le philosophe « En Espagne, il nous manque une culture citoyenne »

ENTRETIEN

Le philosophe Fernando Savater « commence à en avoir marre ». De tous les rebondissements de la crise catalane « et de tout ce qui nous reste à voir » dans les prochains jours et les prochaines semaines. Très critique à l'égard des indépendantistes catalans, le penseur âgé de 70 ans, exilé en France dans les dernières années du franquisme, est un des intellectuels les plus reconnus et influents en Espagne. Originaire de Saint-Sébastien, il a longtemps dénoncé le séparatisme et le nationalisme au Pays basque, notamment à travers l'association citoyenne contre la violence de l'ETA « ¡Basta Ya ! », dont il est l'un des fondateurs. Cet engage-

ment lui valut d'être menacé de mort par l'organisation terroriste. Auteur prolifique, il a écrit une cinquantaine d'essais sur l'éthique, la politique, la citoyenneté ou encore l'éducation.

**La société espagnole se retrouve-t-elle affaiblie après les événements de ces derniers jours en Catalogne ?**

Evidemment, la cohésion sociale se détériore dans de telles situations. On débat sur des sujets qui divisent la société, des sujets très graves qui pourraient avoir des conséquences très graves. Il y a une logique d'affrontement, de division, cela crée forcément des tensions. Dans un contexte comme

celui-ci, il y a en plus des accusations qui sont lancées de la part des deux camps, parfois de manière très irresponsable comme quand les autorités séparatistes catalanes ont accusé le reste de l'Espagne de « leur voler de l'argent ». Le malaise est important.

**Dans cet affrontement entre l'Espagne et la Catalogne, on a parfois l'impression que l'émotion a pris le dessus sur la raison...**

C'est l'essence même du séparatisme ! Dans tous les processus de ce genre, l'émotion prime sur la raison car sinon cela n'aurait pas de sens. En Espagne et en Catalogne, la majorité est consciente que du point de vue ci-

*toyen, économique ou politique, l'union est plus bénéfique que la séparation... Mais, en Catalogne, quelques dirigeants ont agité l'indépendantisme, en partie pour masquer leur gestion politique médiocre et avec pour seuls arguments les sentiments, l'émotion. Il n'y en a pas d'autres.*

**Le fait que le nationalisme s'installe dans la société catalane vous inquiète-t-il ?**

*Le nationalisme est une sorte de narcissisme collectif. On le voit dans tous les pays... On parle là d'émotion, une fois encore, l'expression de sentiments et c'est propre à la condition humaine. Cela devient dangereux quand il est question de séparatisme, quand l'expression de ces sentiments se transforme en agression politique, quand une région se considère meilleure que la région voisine. Cela entraîne des réactions viscérales.*

**Vous avez longtemps lutté contre le nationalisme au Pays basque. Bien**

**que la forme sous laquelle il s'exprime en Catalogne soit différente, l'Espagne est à nouveau tiraillée par cette question...**

*C'est un problème de citoyenneté. La citoyenneté moderne, dans les pays démocratiques, n'est pas une question de territoire. C'est une question de liberté et d'égalité du citoyen, une question de droits et de devoirs de chacun. Etre citoyen, ce n'est pas être un homme ou une femme, noir ou blanc, catalan ou andalou. Etre citoyen, c'est avoir des garanties de l'Etat et un cadre législatif commun. Or, quand on commence à considérer que chaque groupe, chaque territoire a le droit de déterminer quel type d'Etat il veut ou s'il veut continuer à vivre avec les autres, on en arrive à une situation comme celle que nous vivons aujourd'hui en Catalogne.*

**Existe-t-il encore une possibilité de refermer les blessures ouvertes entre**

**l'Espagne et la Catalogne ?**

*Bien sûr, il ne faut pas se résigner. On ne peut pas. Nous sommes nombreux à nous battre pour une éducation politique, une éducation à la citoyenneté qui n'existe pas en Espagne. Ici, les gens ont un sentiment d'appartenance à leur village, à leur ville ou à leur région mais n'ont pas la conscience de l'Etat, ils ne savent pas comment fonctionnent une démocratie... Cette culture citoyenne nous manque et aujourd'hui, on est en train de le payer. Chez nos dirigeants, c'est la même chose. Ils nous parlent de « rapprocher la Catalogne » ou « d'intégrer la Catalogne », de faire en sorte que « la Catalogne se sente bien »... Mais la Catalogne n'est pas un sujet politique ! Le sujet politique, c'est le citoyen. Nos responsables l'oublient trop souvent ! ■*

**Propos recueillis par  
GUILLAUME BONTOUX**